

ACCORD DE DON No. 4900/GR-HA

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Haïti

9 décembre 2019

ACCORD DE DON

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le présent Accord de don, dénommé ci-après l'« Accord », est conclu entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, dénommée ci-après individuellement la « Banque », en sa qualité d'administrateur du Mécanisme de dons de la Banque et, conjointement avec le Bénéficiaire, les « Parties », le 9 décembre 2019.

CHAPITRE I

Objet et éléments constitutifs de l'Accord

CLAUSE 1.01. Objet de l'Accord. Le présent Accord a pour objet de définir les modalités et conditions auxquelles la Banque accorde un don au Bénéficiaire afin de contribuer au financement et à l'exécution du Programme intitulé « Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Haïti », ci-après le « Programme », dont les principaux aspects sont définis dans l'Annexe unique.

CLAUSE 1.02. Éléments constitutifs de l'Accord. Le présent Accord est constitué des présentes Dispositions particulières, des Normes générales et de l'Annexe unique.

CLAUSE 1.03. Définitions particulières. Outre les termes définis dans les Normes générales, lorsque les termes suivants sont écrits avec une majuscule dans le présent Accord, ces derniers auront le sens qui leur est donné ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

- (a) « ANARSE » signifie l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie.
- (b) « ESSS » signifie Environnemental, Social, Santé et Sécurité.
- (c) « Matrice des résultats du Programme » signifie le document qui présente les résultats qu'on s'attend à générer à travers le Programme.
- (d) « MEF » signifie le Ministère de l'Économie et des Finances.
- (e) « MOP » signifie le Manuel d'Opération du Programme.
- (f) « MTPTC » signifie le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications.
- (g) « PGES » signifie le Plan de Gestion Environnementale et Sociale.
- (h) « RGES » signifie le Rapport de Gestion Environnementale et Sociale du Programme.

- (i) « USAID » signifie l'Agence des États-Unis pour le Développement International.

CHAPITRE II

Le Don

CLAUSE 2.01. Demandes de décaissements et monnaies des décaissements. (a) Le Bénéficiaire pourra demander à la Banque les décaissements du Don, conformément aux dispositions prévues dans le Chapitre III des Normes générales.

(b) Le Bénéficiaire accepte et reconnaît que tous les décaissements au titre du présent Accord sont assujettis à la disponibilité de ressources suffisantes dans le Mécanisme de dons de la Banque, également connu sous le nom de « Facilité non remboursable de la Banque ». En particulier, avant d'approuver une demande de décaissement présentée par le Bénéficiaire, la Banque devra déterminer si le solde disponible du Mécanisme de dons de la Banque, compte tenu de ce décaissement, sera supérieur à zéro.

(c) Le présent Accord ne constitue pas un engagement ou une obligation de la Banque d'effectuer des décaissements au Bénéficiaire, et tout décaissement au titre du présent Accord sera à la discrétion de la Banque et devra être attesté par l'émission d'une notification d'approbation au Bénéficiaire. La non-approbation de la Banque d'une demande de décaissement ne constituera pas une violation par la Banque des dispositions du présent Accord.

- (d) Tous les décaissements seront libellés et effectués en Dollars.

CLAUSE 2.02. Montant et monnaie du Don et autre financement. (a) Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et ce dernier accepte, un Don jusqu'à concurrence d'un montant de trente et un millions cinq cent mille Dollars (31 500 000 USD), dénommé ci-après le « Don ».

(b) Le Programme bénéficie également d'un financement conjoint provenant du financement non remboursable de l'opération GRT/CF-17708-HA, imputé aux ressources de l'USAID pour un montant jusqu'à concurrence de six millions cinq cent mille dollars (6 500 000 USD), dans la mesure où l'USAID met ce financement à la disposition de la Banque.

CLAUSE 2.03. Disponibilité de la monnaie. Si la Banque n'a pas accès à la monnaie demandée par le Bénéficiaire, la Banque, en accord avec le Bénéficiaire, pourra effectuer le décaissement du Don dans une autre devise de son choix.

CLAUSE 2.04. Période de décaissements. (a) La Période initiale de décaissements sera de cinq (5) ans, décomptée à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

(b) La Période initiale de décaissements indiquée ci-dessus et toute autre période définie dans le présent Accord ne pourra être prorogée, pour des raisons dûment justifiées, qu'avec l'accord préalable et écrit de la Banque.

CHAPITRE III

Décaissements et utilisation des ressources du Don

CLAUSE 3.01. Conditions spéciales préalables au premier décaissement. Le premier décaissement des ressources du Don est subordonné à ce que les conditions suivantes soient remplies à la satisfaction de la Banque, outre les conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes générales :

- (a) L'entrée en vigueur du MOP conformément aux termes préalablement convenus avec la Banque ;
- (b) L'entrée en vigueur de règlements émis par le MEF avec l'assentiment du MTPTC et de l'ANARSE, précisant les responsabilités et la coordination entre les parties pour l'exécution des activités du Programme ; et
- (c) L'embauche ou désignation du personnel clé du Programme, y compris un coordonnateur de projet, deux (2) ingénieurs électriciens, un analyste de suivi des projets, un spécialiste en passation des marchés, un spécialiste financier, un spécialiste environnemental et un spécialiste social.

CLAUSE 3.02. Utilisation des ressources du Don. Les ressources du Don ne pourront être utilisées que pour payer les dépenses satisfaisant aux exigences suivantes : (i) elles sont nécessaires pour le Programme et concordent avec les objectifs de ce dernier ; (ii) elles sont effectuées conformément aux dispositions du présent Accord et aux politiques de la Banque ; (iii) elles sont correctement enregistrées et documentées dans les systèmes du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution ; et (iv) elles sont effectuées après le 13 novembre 2019 et avant l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations. Lesdites dépenses sont dénommées ci-après « Dépenses éligibles ».

CLAUSE 3.03. Taux de change pour justifier les dépenses engagées en Monnaie locale du pays du Bénéficiaire. Aux fins des dispositions de l'Article 3.10 des Normes générales, les Parties conviennent que le taux de change applicable sera celui qui est indiqué à l'alinéa (b)(ii) dudit Article. A cette fin, le taux de change convenu sera le taux de change de la Banque de la République d'Haïti publié et en vigueur à la date effective à laquelle le Bénéficiaire, l'Organisme d'exécution ou toute autre personne physique ou morale étant habilitée à effectuer des dépenses, réalise les paiements correspondants à l'ordre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du bénéficiaire desdits paiements.

CHAPITRE IV

Exécution du Programme

CLAUSE 4.01. Organisme d'exécution. Le MEF sera l'Organisme d'exécution du Programme. Le mécanisme d'exécution du Programme est décrit dans l'Annexe unique.

CLAUSE 4.02. Passation des marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(23) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques de passation de marchés sont celles datées de mars 2011 qui figurent dans le document GN-2349-9, approuvé par la Banque le 19 avril 2011. Si les Politiques de passation de marchés venaient à être modifiées par la Banque, les passations des marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil seront réalisées conformément aux dispositions des Politiques de passation de marchés modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour les passations des marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil, l'une quelconque des méthodes décrites dans les Politiques de passations de marchés pourra être utilisée, à condition que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque. En outre, le système ou sous-système du pays pourra être utilisé selon les termes établis à l'Article 4.04(b) des Normes générales.

(c) Le seuil déterminant l'utilisation de l'appel d'offres international sera mis à disposition du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, sur la page internet www.iadb.org/procurement. En dessous dudit seuil, la méthode de sélection sera déterminée en fonction de la complexité et des caractéristiques de la passation de marché ; ladite méthode devra apparaître dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque.

(d) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres national, les procédures d'appel d'offres national correspondantes pourront être utilisées, à condition que la Banque estime que lesdites procédures garantissent économie, efficacité, transparence et une compatibilité générale avec la Section I des Politiques de passation de marchés et prennent en compte, entre autres, les dispositions du paragraphe 3.4 desdites Politiques.

(e) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres national, celle-ci pourra être utilisée, à condition que les passations des marchés ou recrutements soient réalisées conformément au(x) document(s) d'appel d'offres convenu(s) entre le Bénéficiaire et la Banque.

(f) Le Bénéficiaire s'engage à obtenir ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution obtienne, avant l'adjudication du contrat correspondant à chacun des ouvrages du Programme, le cas échéant, la possession juridique des immeubles où sera construit l'ouvrage correspondant, les servitudes ou autres droits nécessaires à sa construction et à son utilisation, ainsi que les droits sur les eaux qui seront nécessaires pour l'ouvrage dont il est question.

CLAUSE 4.03. Sélection et recrutement des services de conseil. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(22) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques applicables aux consultants sont celles datées de mars 2011 qui figurent dans le document GN-2350-9, approuvé par la Banque le 19 avril 2011. Si les Politiques applicables aux consultants venaient à être modifiées par la Banque, la sélection et le recrutement des services de conseil seront réalisés conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour la sélection et le recrutement des services de conseil, l'une quelconque des méthodes décrites dans les Politiques applicables aux consultants pourra être utilisée, à condition que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché correspondante dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque. En outre, le système ou sous-système du pays pourra être utilisé selon les termes établis à l'Article 4.04(b) des Normes générales.

(c) Le seuil déterminant l'établissement de la liste restreinte de consultants internationaux sera mis à la disposition du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, sur la page internet www.iadb.org/procurement. En dessous dudit seuil, la liste restreinte pourra être intégralement composée de consultants nationaux qui sont des ressortissants du pays du Bénéficiaire.

CLAUSE 4.04. Actualisation du Plan de passation de marchés. Aux fins des dispositions de l'Article 4.04(c) des Normes générales, le Plan de passation de marchés devra être actualisé au moins tous les six (6) mois et le Bénéficiaire devra utiliser ou, le cas échéant, faire en sorte que l'Organisme d'exécution utilise le système d'exécution et de suivi des plans de passations de marchés prescrit par la Banque.

CLAUSE 4.05. Autres documents régissant l'exécution du Programme. (a) Les Parties conviennent que l'exécution du Programme s'effectuera conformément aux dispositions du présent Accord et de ce qui figure dans le MOP. Le MOP établira les procédures à suivre par l'Organisme d'exécution pour la planification des activités du Programme et les rapports y relatifs, la gestion technique, la coordination entre les entités impliquées et leurs responsabilités, la gestion ESSS, la gestion financière, les audits, la passation de marchés, ainsi que le suivi et l'évaluation. Le MOP devra inclure : (i) un calendrier détaillé d'exécution ; (ii) la création, l'adhésion, les responsabilités et mécanismes de coordination pour le comité de pilotage du Programme ; (iii) les recommandations spécifiques de la Banque précises visant à atténuer les risques d'intégrité ; (iv) les règles et les procédures de gestion administrative et financière ; (v) les procédures de suivi et évaluation ; (vi) les procédures et les instructions pour l'élaboration des PGES ; et (vii) l'assignation du personnel clé embauché ou assigné aux différentes entités impliquées dans le Programme.

(b) Si une disposition du présent Accord n'est pas cohérente ou est en contradiction avec les dispositions du MOP, les dispositions du présent Accord prévaudront. De même, les Parties conviennent que l'autorisation écrite préalable de la Banque sera nécessaire à l'introduction de tout changement dans le MOP.

CLAUSE 4.06. Conditions spéciales de gestion environnementale et sociale. (a) Aux fins des dispositions des Articles 4.06 et 5.02 des Normes générales, les Parties conviennent que l'exécution du Programme sera régie par toute spécification pour la réalisation des engagements du Programme en matière ESSS prévue dans cet Accord, le RGE et le MOP.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à concevoir, construire, opérer, entretenir et faire le suivi du Programme, et à gérer les risques en matière ESSS pour les installations associées au Programme, directement ou à travers l'Organisme d'exécution ou à travers tout autre sous-traitant ou opérateur ou toute autre personne réalisant des activités liées avec le Programme conformément aux dispositions ESSS stipulées dans les PGES.

(c) L'Organisme d'exécution ne doit pas intervenir dans le cadre de ce Programme dans des projets : (i) ayant une classification en tant que « A » dans la classification des risques environnementaux et sociaux de la Banque ; (ii) entraînant le déplacement physique de groupes de cinquante (50) personnes ou plus ; ou (iii) ayant des effets irréversibles sur l'habitat naturel essentiel.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les documents d'appel d'offres de projets ayant une classification en tant que « B » dans la classification des risques environnementaux et sociaux de la Banque devront comprendre une évaluation d'impact environnemental et social, accompagnée d'un PGES soumis à la non-objection de la Banque.

(e) Le Bénéficiaire s'engage à ce que des consultations publiques conformément au PGES seront effectuées pour les projets ayant une classification en tant que « B » dans la classification des risques environnementaux et sociaux de la Banque.

(f) Le Bénéficiaire s'engage à ce qu'un Plan de réinstallation sera préparé avant l'élaboration du plan de construction de tout projet provoquant un déplacement physique ou économique de personnes.

(g) Le Bénéficiaire, directement ou à travers l'Organisme d'exécution, s'engage à notifier la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution notifie la Banque, par courrier électronique dans les vingt-quatre (24) heures après avoir été informé de tout non-respect des engagements environnementaux et sociaux énoncés dans les Dispositions particulières du présent Accord. Cette notification sera suivie par un rapport final écrit au plus tard dix (10) jours après l'envoi de la notification par courrier électronique.

(h) Les Parties conviennent que l'autorisation écrite préalable de la Banque sera nécessaire à l'introduction de tout changement substantif en matière d'ESSS dans le RGE et dans tous autres plans d'ESSS auquel le RGE fait référence.

CHAPITRE V

Supervision et évaluation du Programme

CLAUSE 5.01. Supervision de l'exécution du Programme. Aux fins des dispositions de l'Article 5.02 des Normes générales, les documents qui à la date de signature du présent Accord ont été jugés nécessaires pour superviser les progrès dans l'exécution du Programme sont les suivants :

- (a) Un Plan pluriannuel d'exécution du Programme (PEP) présenté par l'Organisme d'exécution au plus tard dix (10) jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord, qui devra inclure la planification complète du Programme conformément à la structure des produits attendus selon la Matrice des résultats du Programme, le chemin critique ou les actions critiques qui devront être exécutés pour que le Don soit décaissé dans les délais prévus à la Clause 2.04 des présentes Dispositions particulières. Le PEP devra être mis à jour lorsque cela sera nécessaire, en particulier, en cas de changements importants qui impliquent ou pourraient impliquer des retards dans l'exécution du Programme, ou de changements dans les objectifs de produits des périodes intermédiaires. Le PEP actualisé sera présenté dans les Rapports semestriels de progrès du Programme correspondant au second semestre de chaque année civile tel que prévu dans l'alinéa (c) ci-dessous ou en tout temps à la demande de la Banque.
- (b) Des Plans opérationnels annuels (POA) qui seront élaborés sur la base du PEP et contiendront : (i) la planification opérationnelle détaillée de chaque période annuelle durant la période initiale de décaissements ou toute prorogation de cette dernière ; (ii) l'état d'exécution du Programme, différencié par composantes ; (iii) le PEP, le Plan de passation de marchés et le Plan financier actualisés du Programme ; (iv) les progrès dans la réalisation des objectifs et les résultats du Programme ; (v) les progrès dans la réalisation des indicateurs de produit et de résultat pour chaque composante du Programme conformément à la Matrice des résultats du Programme et au calendrier d'exécution ; et (vi) l'analyse des problèmes rencontrés et les mesures correctives adoptées. Le premier POA du Programme sera présenté par l'Organisme d'exécution à la Banque au plus tard trente (30) jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord et les POA subséquents seront présentés dans les Rapports semestriels de progrès du Programme correspondant au second semestre de chaque année civile tel que prévu dans l'alinéa (c) ci-dessous.
- (c) Des Rapports semestriels de progrès du Programme présentés par l'Organisme d'exécution dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque semestre de l'année civile, qui incluront : (i) les résultats et les produits réalisés dans le cadre de l'exécution du POA, du PEP, du Plan de passation de marchés et de la Matrice des résultats du Programme ; (ii) une description du respect des conditions contractuelles ; (iii) un résumé de la situation financière du Programme ; (iv) une description des processus d'appel d'offres menés ; (v) une évaluation des firmes sous contrat ; (vi) la gestion socio-environnementale du Programme, y compris les

chronogrammes, les résultats et les mesures appliquées pour respecter le RGES, ainsi que le rapport semestriel de conformité environnementale et sociale selon le format fourni par la Banque ; (vii) la projection de l'exécution physique et financière du Programme ; (viii) l'analyse des problèmes rencontrés et les mesures correctives adoptées ; (ix) les développements ou événements potentiels qui pourraient compromettre l'exécution du Programme ; (x) le Plan de passation de marchés et Plan financier actualisés ; et (xi) les conclusions et les recommandations identifiées au cours de la période d'exécution couverte. Le rapport correspondant au second semestre de chaque année comprendra le PEP actualisé et la proposition de POA pour l'année suivante qui devra avoir été convenue avec la Banque.

CLAUSE 5.02. Supervision de la gestion financière du Programme. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03 des Normes générales, les rapports d'audit financier externe et autres rapports qui, à la date de signature du présent Accord, ont été jugés nécessaires pour superviser la gestion financière du Programme, sont les états financiers audités annuels du Programme présentés dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice fiscal du Programme pendant la Période initiale de décaissements ou ses prorogations, et un rapport d'audit final dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date du dernier décaissement.

(b) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03(a) des Normes générales, l'exercice fiscal du Programme correspond à la période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de chaque année.

CLAUSE 5.03. Évaluation des résultats. Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque les informations suivantes en vue de déterminer le degré de réalisation de l'objectif du Programme et ses résultats :

- (a) Dans les trente (30) mois suivant la date à laquelle intervient le premier décaissement des ressources du Don, ou suivant le décaissement de cinquante pour cent (50%) des ressources du Don, selon ce qui arrivera en premier, un rapport d'évaluation initiale sur la base de la méthodologie et conformément aux directives figurant dans le Plan de suivi et évaluation du Programme ; et
- (b) Dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date du dernier décaissement des ressources du Don, un rapport d'évaluation finale sur la base de la méthodologie et conformément aux directives figurant dans le Plan de suivi et évaluation du Programme, ainsi qu'une évaluation socioéconomique ex-post du Programme.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

CLAUSE 6.01 Entrée en vigueur de l'Accord. (a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti.

(b) Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des Parties ne sera engagée. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Accord, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

CLAUSE 6.02. Communications et notifications. (a) Tous les avis, demandes, communications ou rapports que les Parties doivent présenter en vertu du présent Accord dans le cadre de l'exécution du Programme, à l'exception des notifications mentionnées à l'alinéa (b) ci-dessous, seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera reçu par son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, ou par voie électronique selon les modalités et conditions définies par la Banque, et dont elle aura informé le Bénéficiaire, à moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire et Organisme d'exécution :

Ministère de l'Economie et des Finances
5, avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti

Pour la Banque :

Banque Interaméricaine de Développement
Représentation de la Banque dans la République d'Haïti
389 Route de Bourdon
Port-au-Prince
Haïti

(b) Toute notification que les Parties doivent effectuer en vertu du présent Accord et portant sur des sujets différents de ceux liés à l'exécution du Programme, y compris les demandes de décaissement, devra être faite par écrit et être envoyée par lettre recommandée, courrier électronique ou télécopie adressée à son destinataire à l'une quelconque des adresses indiquées ci-après, et elle sera considérée comme effectuée au moment où ladite notification sera reçue par son destinataire à l'adresse correspondante, ou par voie électronique selon les modalités et conditions définies par la Banque et communiquées au Bénéficiaire, à moins que les Parties ne conviennent par écrit d'une autre forme de notification.

Pour le Bénéficiaire :

Ministère de l'Economie et des Finances
5, avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti

Pour la Banque :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
États-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CLAUSE 6.03. Clause compromissoire. Pour la résolution de tout différend découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci, et qui n'aurait pu être réglé par accord entre les Parties, celles-ci se soumettent inconditionnellement et irrévocablement à la procédure et à la sentence du tribunal arbitral visé au Chapitre X des Normes générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de son représentant habilité, signent le présent Accord en deux (2) exemplaires de même teneur à Port-au-Prince, Haïti, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT

/s/

/s/

Joseph Jouthe
Ministre de l'Economie et des Finances a.i.

Felipe Gómez-Acebo
Représentant en Haïti

**ACCORD DE DON
NORMES GÉNÉRALES
Mars 2015**

**CHAPITRE I
Application et interprétation**

ARTICLE 1.01. Application des Normes générales. Les présentes Normes générales s'appliquent uniformément aux accords de don visant à financer des projets d'investissement conclus entre la Banque et la République d'Haïti.

ARTICLE 1.02. Interprétation. (a) **Incohérence.** En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations des Dispositions particulières, toute annexe de l'Accord, et les présentes Normes générales, les dispositions des premières prévaudront sur les dispositions des présentes Normes générales. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations d'un même élément du présent Accord ou entre les stipulations des Dispositions particulières et toute annexe de l'Accord, la disposition spécifique prévaudra sur la disposition générale.

(b) **Titres et sous-titres.** Tout titre ou sous-titre des chapitres, des articles, des clauses ou autres sections du présent Accord n'est inclus qu'à titre de référence et ne doit pas être pris en compte dans l'interprétation du présent Accord.

(c) **Délais.** Sauf disposition contraire de l'Accord, les délais ou périodes en jours, mois ou années s'entendent en jours, mois ou années civils.

**CHAPITRE II
Définitions**

ARTICLE 2.01. Définitions. Lorsque les termes suivants commencent par une majuscule dans le présent Accord, ils auront le sens qui leur est attribué ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

1. « Accord » désigne le présent accord de Don.
2. « Agent spécialisé en passation des marchés » désigne l'entité ayant la capacité juridique pour signer des contrats et qui, en vertu d'un contrat avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, assume en totalité ou en partie la responsabilité de l'exécution des passations de marchés de biens ou de travaux, de services de conseil ou de services autres que les services de conseil du Projet.
3. « Apport » désigne les ressources, en complément du Don de la Banque, qui sont nécessaires pour l'exécution complète et ininterrompue du Projet.

4. « Avance de fonds » désigne le montant des ressources décaissées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources du Don, pour couvrir les Dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.
5. « Banque » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
6. « Bénéficiaire » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières du présent Accord.
7. « Conseil d'administration » désigne le Conseil d'administration de la Banque.
8. « Dépense éligible » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
9. « Dispositions particulières » désigne l'ensemble des clauses qui composent la première partie du présent Accord.
10. « Dollar » désigne la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique.
11. « Don » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
12. « Jour ouvrable » désigne un jour pendant lequel les banques commerciales et les marchés de change effectuent des paiements et sont ouverts pour leurs activités courantes (y compris des transactions de change et de dépôts en devises étrangères) dans la ville de New York, Etats-Unis d'Amérique.
13. « Monnaie locale » désigne toute monnaie ayant cours légal autre que le Dollar dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
14. « Normes générales » désigne l'ensemble des articles qui composent cette deuxième partie de l'Accord.
15. « Organisme contractant » désigne l'entité ayant la capacité juridique de signer un contrat de passation de marchés de biens, de travaux, de services de conseil et de services autres que les services de conseil avec un entrepreneur, un fournisseur, une société de conseil ou un consultant, selon le cas.
16. « Organisme d'exécution » désigne l'entité dotée de la personnalité juridique chargée de l'exécution du Projet et de l'utilisation des ressources du Don. Lorsqu'il existe plus d'un Organisme d'exécution, ceux-ci seront co-exécutants et seront dénommés indifféremment « Organismes d'exécution » ou « Organismes co-exécutants ».
17. « Parties » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières.

18. « Période de clôture » désigne le délai de quatre-vingt-dix (90) jours décomptés à partir de l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.
19. « Période initiale de décaissements » désigne la période initialement prévue pour les décaissements du Don, qui est définie dans les Dispositions particulières.
20. « Plan de passation de marchés » désigne un outil de programmation et de suivi des passations de marchés et de contrats du Projet, selon les termes établis dans les Dispositions particulières, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux Consultants.
21. « Plan financier » désigne un outil de planification et de suivi des flux de fonds du Projet, qui s'articule avec d'autres outils de planification de projets, y compris le Plan de passation de marchés.
22. « Politiques applicables aux consultants » désigne les Politiques relatives à la sélection et au recrutement de consultants financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
23. « Politiques de passation de marchés » désigne les Politiques relatives à la passation de marchés de biens et de travaux financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
24. « Pratique interdite » désigne les pratiques que la Banque interdit en relation avec les activités qu'elle finance, et qui sont ou seront définies dans le futur par le Conseil d'administration et communiquées au Bénéficiaire ; il s'agit entre autres des pratiques coercitives, des pratiques de collusion, de corruption, des pratiques frauduleuses et des pratiques d'obstruction.
25. « Projet » ou « Programme » désigne le projet ou le programme qui est identifié dans les Dispositions particulières et se compose de l'ensemble des activités ayant un objectif de développement auquel contribuent les ressources du Don.
26. « Semestre » désigne les six (6) premiers ou les six (6) derniers mois d'une année civile.
27. « Trimestre » désigne chacune des périodes suivantes de trois (3) mois de l'année civile : la période qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 mars ; la période qui commence le 1^{er} avril et se termine le 30 juin ; la période qui commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 septembre ; et la période qui commence le 1^{er} octobre et se termine le 31 décembre.

CHAPITRE III

Décaissements, renonciation et annulation automatique

ARTICLE 3.01. Conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don.

Sans préjudice d'autres conditions spécifiées dans les Dispositions particulières, le premier décaissement des ressources du Don aura lieu sous réserve que les conditions suivantes soient remplies, à la satisfaction de la Banque :

- (a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs avis juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans le présent Accord sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera pertinentes.
- (b) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter pour demander les décaissements du Don et dans les autres actes relatifs à la gestion financière du Projet, et il aura fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, il faudra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou s'ils doivent agir conjointement.
- (c) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura communiqué à la Banque par écrit, par l'entremise de son représentant autorisé à demander les décaissements du Don, les informations portant sur le compte bancaire sur lequel seront déposés les décaissements du Don. Des comptes séparés seront nécessaires pour les décaissements en Monnaie locale et en Dollars. Ces informations ne seront pas nécessaires dans le cas où la Banque accepte que les ressources du Don soient enregistrées sur le compte unique de la trésorerie du Bénéficiaire.
- (d) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura démontré à la Banque qu'il dispose d'un système d'information financière et d'une structure de contrôle interne appropriés aux fins indiquées dans le présent Accord.

ARTICLE 3.02. Délai prévu pour que soient remplies les conditions préalables au premier décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord ou dans un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et autres conditions préalables au premier décaissement qui auraient été convenues dans les Dispositions particulières, n'ont pas été remplies, la Banque pourra procéder à la résiliation anticipée du présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

ARTICLE 3.03. Conditions préalables à tout décaissement. (a) Avant tout décaissement et sans préjudice des conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et, le cas échéant, dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente par écrit, sur support physique ou en utilisant des moyens électroniques, selon la forme et les conditions spécifiées par la Banque, une demande de décaissement accompagnée des documents pertinents et autres pièces que la Banque peut lui avoir demandés. Sauf si la Banque en convient autrement, la dernière demande de décaissement devra être présentée à la Banque au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de la prorogation de celle-ci.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cent mille Dollars (100 000 USD) chacun.

(c) Toute charge, commission ou tous frais applicables au compte bancaire sur lequel sont déposés les décaissements des ressources du Don seront à la charge du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, et celui-ci en assumera la responsabilité.

ARTICLE 3.04. Revenus générés sur le compte bancaire pour les décaissements. Les revenus générés par les ressources du Don déposées sur le compte bancaire désigné pour recevoir les décaissements, devront être destinés au paiement de Dépenses éligibles.

ARTICLE 3.05. Méthodes de décaissement. À la demande du Bénéficiaire ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution, la Banque pourra procéder aux décaissements des ressources du Don au moyen : (a) d'un remboursement des dépenses ; (b) d'une Avance de fonds ; (c) de paiements directs à des tiers ; et (d) d'un remboursement contre garantie de lettre de crédit.

ARTICLE 3.06. Remboursement des dépenses. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement des dépenses, lorsque le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura payé les Dépenses éligibles avec ses propres ressources.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les demandes de décaissement pour le remboursement des dépenses devront être soumises dans les meilleurs délais, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, encourt lesdites dépenses et, au plus tard, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque Semestre.

ARTICLE 3.07. Avance de fonds. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode d'Avance de fonds. Le montant de l'Avance de fonds sera fixé par la Banque sur la base : (i) des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de Dépenses éligibles pendant une période maximum de six (6) mois, à moins que le Plan financier ne détermine une période plus longue qui ne pourra en aucun cas dépasser douze (12) mois ; (ii) les risques associés à la capacité démontrée du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, à gérer et utiliser les ressources du Don.

(b) Chaque Avance de fonds sera subordonnée à ce que : (i) la demande d'Avance de fonds soit présentée sous une forme acceptable par la Banque ; et (ii) à l'exception de la première Avance de fonds, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, ait présenté des justificatifs, et que la Banque ait accepté lesdits justificatifs, de l'utilisation d'au moins quatre-vingts pour cent (80 %) du total des soldes accumulés restant à justifier à ce titre, à moins que le Plan financier ne détermine un pourcentage inférieur, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à cinquante pour cent (50 %).

(c) La Banque pourra augmenter le montant de l'Avance de fonds la plus récente octroyée au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, une seule fois pendant la période de validité du Plan financier et dans la mesure où des ressources supplémentaires sont nécessaires pour le paiement de Dépenses éligibles non prévues dans ledit Plan.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente, la dernière demande d'Avance de fonds au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations, étant entendu

que les justificatifs correspondant à ladite Avance de fonds seront présentés à la Banque au cours de la Période de clôture. La Banque ne décaissera pas de ressources après la date d'échéance de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.

(e) La valeur de chaque Avance de fonds au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, doit être maintenue à la contrevaletur exprimée dans la monnaie du décaissement en question. La justification des Dépenses éligibles engagées avec les ressources d'une Avance de fonds doit être réalisée au moyen de la contrevaletur du total de l'Avance de fonds, exprimée dans la monnaie du décaissement en question, en utilisant le taux de change défini dans l'Accord. La Banque pourra accepter des ajustements dans la justification de l'Avance de fonds au titre des fluctuations de taux de change, sous réserve que ces dernières n'affectent pas l'exécution du Projet.

ARTICLE 3.08. Paiements directs à des tiers. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander les décaissements conformément à la méthode de paiements directs à des tiers, afin que la Banque règle directement les fournisseurs ou entrepreneurs, pour le compte du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas.

(b) Dans le cas de paiements directs à des tiers, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution sera responsable du paiement du montant correspondant à la différence entre le montant du décaissement demandé par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution et le montant reçu par le tiers, au titre des fluctuations du taux de change, des commissions et autres frais financiers.

ARTICLE 3.09. Remboursement contre garantie de lettre de crédit. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement contre garantie de lettre de crédit, aux fins de rembourser des banques commerciales au titre de paiements versés à des entrepreneurs ou des fournisseurs de biens et de services en vertu d'une lettre de crédit émise et/ou confirmée par une banque commerciale et garantie par la Banque. La lettre de crédit devra être émise et/ou confirmée de manière satisfaisante pour la Banque. Les ressources engagées au moyen de la lettre de crédit et garanties par la Banque devront être destinées exclusivement aux fins établies dans ladite lettre de crédit, tant que la garantie est en vigueur.

ARTICLE 3.10. Taux de change. (a) Le Bénéficiaire s'engage à justifier ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution justifie les dépenses effectuées sur les ressources du Don ou de l'Apport, en exprimant ces dépenses dans la monnaie dans laquelle le décaissement en question est libellé.

(b) Afin de déterminer la contrevaletur dans la monnaie dans laquelle sont effectués les décaissements, d'une Dépense éligible effectuée dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire, aux fins de reddition de comptes et de justification des dépenses, quelle que soit la source de financement de la Dépense éligible, l'un des taux de change suivants sera utilisé, conformément aux Dispositions particulières :

- (i) le taux de change effectif à la date de conversion de la monnaie dans laquelle le décaissement est effectué, avec la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire ; ou

- (ii) le taux de change effectif à la date du paiement de la dépense dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire.

(c) Dans les cas où le taux de change défini à l'alinéa (b)(i) du présent Article est retenu, afin de déterminer la contrevaletur de dépenses engagées dans la Monnaie locale imputables à l'Apport ou le remboursement des dépenses au titre du Don, le taux de change convenu avec la Banque dans les Dispositions particulières sera utilisé.

ARTICLE 3.11. Recus. À la demande de la Banque, le Bénéficiaire signera et remettra à la Banque, à l'achèvement des décaissements, le reçu ou les reçus correspondant aux montants décaissés.

ARTICLE 3.12. Renonciation à une partie du Don. Le Bénéficiaire par notification à la Banque, pourra renoncer à son droit d'utiliser toute partie du Don qui n'a pas été décaissée avant la réception de ladite notification, à condition qu'il ne s'agisse pas des ressources du Don qui sont soumises à la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable, conformément à l'Article 6.04 des présentes Normes générales.

ARTICLE 3.13. Annulation automatique d'une partie du Don. À l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de celle-ci, la partie du Don qui n'aurait pas été engagée ou décaissée sera automatiquement annulée.

ARTICLE 3.14. Période de clôture. (a) Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures suivantes, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures suivantes, au cours de la Période de clôture : (i) finaliser les paiements en suspens à des tiers, le cas échéant ; (ii) opérer un rapprochement des registres et présenter, à la satisfaction de la Banque, les documents justificatifs des dépenses effectuées avec les ressources du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander ; et (iii) retourner à la Banque le solde non justifié des ressources décaissées du Don.

(b) Sans préjudice de ce qui précède, si l'Accord prévoit des rapports d'audit financier externe financés avec les ressources du Don, le Bénéficiaire s'engage à réserver ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution réserve, selon la forme convenue avec la Banque, des ressources suffisantes pour permettre le paiement desdits rapports d'audit. Dans ce cas, le Bénéficiaire s'engage également à convenir ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution convienne avec la Banque de la façon dont seront effectués les paiements correspondants à ces audits. Dans le cas où la Banque ne recevrait pas ces rapports d'audit financier externe dans les délais prévus par le présent Accord, le Bénéficiaire s'engage à retourner à la Banque, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution retourne à la Banque, les ressources réservées à cette fin, sans que cela n'implique que la Banque renonce à exercer les droits visés au Chapitre VI du présent Accord.

CHAPITRE IV **Exécution du Projet**

ARTICLE 4.01. Systèmes de gestion financière et contrôle interne. (a) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent des contrôles internes visant à s'assurer raisonnablement, que : (i) les ressources du Projet sont utilisées aux fins du présent Accord, en accordant une attention particulière aux principes d'économie et d'efficacité ; (ii) les actifs du Projet sont convenablement protégés ; (iii) les transactions, les décisions et les activités du Projet sont dûment autorisées et exécutées en conformité avec les dispositions du présent Accord et de tout autre contrat concernant le Projet ; et (iv) les transactions sont documentées de manière appropriée et sont enregistrées de manière à pouvoir produire des rapports et dossiers fiables et en temps utile.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir et à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent un système de gestion financière acceptable et fiable, qui permette de procéder en temps utile, en ce qui concerne les ressources du Projet, à : (i) la planification financière ; (ii) l'enregistrement comptable, budgétaire et financier ; (iii) l'administration des contrats ; (iv) l'exécution des paiements ; et (v) l'émission de rapports d'audit financier et d'autres rapports relatifs aux ressources du Don, de l'Apport et d'autres sources de financement du Projet, le cas échéant.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à conserver ou à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, conservent les documents et registres originaux du Projet pendant une période minimale de trois (3) ans après l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de ladite période. Ces documents et registres devront être adéquats pour : (i) justifier les activités, les décisions et les opérations relatives au Projet, y compris toutes les dépenses engagées ; et (ii) prouver la corrélation des dépenses engagées imputables au Don avec le décaissement correspondant réalisé par la Banque.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés incluent dans les documents d'appel d'offres, les demandes de propositions et dans les contrats financés avec les ressources du Don, que ces derniers signent respectivement, une disposition requérant que les fournisseurs de biens ou de services, les entrepreneurs, les sous-traitants, les consultants ainsi que leurs représentants, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants ou concessionnaires qu'ils ont engagés, conservent les documents et registres associés aux activités financées avec les ressources du Don pendant une période de sept (7) ans après l'achèvement du travail prévu dans le contrat correspondant.

ARTICLE 4.02. Apport. Le Bénéficiaire s'engage à fournir en temps opportun, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse en temps opportun, l'Apport. Si à la date d'approbation du Don par la Banque, un Apport a été jugé nécessaire, le montant estimé dudit Apport sera le montant défini dans les Dispositions particulières du présent Accord. L'estimation ou l'absence d'estimation de l'Apport n'implique pas une limitation ou une diminution de l'obligation de fournir en temps opportun toutes les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet.

ARTICLE 4.03. Dispositions générales relatives à l'exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le Projet, ou selon le cas, à faire en sorte que

l'Organisme d'exécution mette en œuvre le Projet conformément aux objectifs de ce dernier, avec la diligence requise, de manière efficace sur le plan économique, financier, administratif et technique et conformément aux dispositions du présent Accord et aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents pertinents du Projet que la Banque approuve. En outre, le Bénéficiaire convient qu'il s'acquittera, à la satisfaction de la Banque, de toutes les obligations qui lui incombent ou incombent à l'Organisme d'exécution, selon le cas.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque approuve, ainsi que tout changement de fond des contrats financés avec les ressources du Don exigent le consentement écrit de la Banque.

(c) En cas de contradiction ou d'incohérence entre les dispositions du présent Accord et tout plan, spécification, calendrier d'investissements, budget, règlement ou tout autre document pertinent pour le Projet que la Banque approuve, les dispositions du présent Accord prévaudront sur lesdits documents.

ARTICLE 4.04. Sélection et passation des marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil, et sélection et recrutement de services de conseil. (a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (b) du présent Article, le Bénéficiaire s'engage à réaliser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, réalise les passations de marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques de passations de marchés et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque, et la sélection et le recrutement de services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque. Le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître lesdites Politiques à l'Organisme d'exécution, à l'Agent spécialisé en passation de marchés et à l'agence spécialisée, le cas échéant.

(b) Lorsque la Banque aura validé un système ou sous-système du pays membre de la Banque où le Projet sera exécuté, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra réaliser les passations de marchés financées en totalité ou en partie avec les ressources du Don en utilisant ces systèmes ou sous-systèmes, conformément aux termes de la validation par la Banque et à la législation et aux processus applicables validés. Les termes de ladite validation seront notifiés par écrit par la Banque au Bénéficiaire et à l'Organisme d'exécution. L'utilisation du système ou du sous-système du pays pourra être suspendue par la Banque si celle-ci estime que sont intervenus des changements de pratiques ou de paramètres sur la base desquels lesdits systèmes ou sous-systèmes avaient été validés par la Banque, et tant que la Banque n'aura pas déterminé si lesdits changements sont compatibles avec les bonnes pratiques internationales. Au cours de cette suspension, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux consultants de la Banque seront appliquées. Le Bénéficiaire s'engage à notifier la Banque ou, selon le cas, s'engage à faire en sorte que l'Organisme d'exécution notifie la Banque, de tout changement de la législation ou des processus applicables validés. L'utilisation du système de pays ou sous-système de pays ne dispense pas de l'application des dispositions prévues dans la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris l'exigence selon laquelle les passations de marchés doivent figurer dans le Plan de passation de marchés, et doivent être soumis aux autres conditions du présent Accord. Les

dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants s'appliqueront à tous les contrats, indépendamment de leur montant ou de la méthode de passation des marchés. Le Bénéficiaire s'engage à inclure, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution inclue dans les documents d'appel d'offres, les contrats, ainsi que les instruments employés dans les systèmes électroniques ou d'information (sur support papier ou en format électronique), des dispositions destinées à assurer l'application des dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris les dispositions relatives aux Pratiques interdites.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à actualiser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution maintienne actualisé le Plan de passation de marchés, au moins annuellement ou plus fréquemment, selon les besoins du Projet. Chaque version actualisée dudit Plan de passation de marchés devra être soumise à la Banque pour examen et approbation.

(d) La Banque procédera à une révision des procédures de sélection, recrutement et passations de marchés, conformément à ce qui est établi dans le Plan de passation de marchés. À tout moment durant l'exécution du Projet, la Banque pourra modifier la modalité de révision desdites procédures, en informant au préalable le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution. Les modifications approuvées par la Banque devront figurer dans le Plan de passation de marchés.

ARTICLE 4.05. Utilisation des biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources du Don devront être utilisés exclusivement aux fins du Projet.

ARTICLE 4.06. Sauvegardes environnementales et sociales. (a) Le Bénéficiaire s'engage à mener à bien l'exécution (préparation, construction et exploitation) des activités couvertes par le Projet ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution les mène à bien, conformément aux politiques environnementales et sociales de la Banque, selon les dispositions spécifiques sur les aspects environnementaux et sociaux figurant dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe immédiatement la Banque, en cas de tout non-respect des engagements environnementaux et sociaux énoncés dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution mette en œuvre, un plan de mesures correctives, convenu avec la Banque, afin d'atténuer, de corriger et de compenser les conséquences négatives qui pourraient découler du non-respect de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux stipulés dans les Dispositions particulières.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à permettre à la Banque, directement ou par le recrutement de services de conseil, de mener à bien des activités de supervision, y compris les audits environnementaux et sociaux du Projet, afin de confirmer le respect des engagements environnementaux et sociaux inclus dans les Dispositions particulières.

ARTICLE 4.07. Dépenses non éligibles dans le cadre du Projet. Dans le cas où la Banque détermine qu'une dépense effectuée ne remplit pas les conditions requises pour être considérée comme une Dépense éligible ou un Apport, le Bénéficiaire s'engage à prendre ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures nécessaires pour remédier à la situation, selon les exigences de la Banque et sans préjudice des autres mesures que la Banque pourrait prendre en vertu du présent Accord.

CHAPITRE V **Supervision et évaluation du Projet**

ARTICLE 5.01. Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à autoriser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, autorisent la Banque, ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts engagés à cette fin à inspecter à tout moment le Projet, les installations, l'équipement et le matériel correspondants et à examiner les systèmes, registres et documents que la Banque jugera utiles de connaître. De même, le Bénéficiaire s'engage à ce que ses représentants ou, selon le cas, les représentants de l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, collaborent pleinement avec le personnel que la Banque enverra ou désignera à ces fins. Tous les coûts relatifs au transport, à la rémunération et autres frais relatifs à ces inspections seront à la charge de la Banque.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, fournissent à la Banque les documents relatifs au Projet que pourra demander la Banque, sous une forme et dans des délais jugés satisfaisants par la Banque. Sans préjudice des mesures que pourrait prendre la Banque en vertu du présent Accord, si la documentation n'est pas disponible, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, présentent à la Banque une déclaration explicitant les raisons pour lesquelles la documentation demandée n'est pas disponible ou n'est pas transmise.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, incluent dans les documents d'appels d'offres, les demandes de propositions et les contrats relatifs à l'exécution du Don signés par le Bénéficiaire, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialisé en passation de marchés, une disposition qui : (i) permette à la Banque, à ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts d'examiner les comptes, les registres et autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat ou de l'accord ; et (ii) stipule que lesdits comptes, registres et documents pourront être soumis à l'examen d'auditeurs désignés par la Banque.

ARTICLE 5.02. Plans et rapports. Afin de permettre à la Banque de superviser les progrès dans l'exécution du Projet et l'atteinte de ses résultats, le Bénéficiaire s'engage à :

- (a) présenter à la Banque ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente les informations, plans, rapports et autres documents, selon la forme et le contenu que la Banque pourra raisonnablement demander, compte tenu de l'avancée du Projet et de son niveau de risque.
- (b) respecter et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution respecte les actions et les engagements énoncés dans lesdits plans, rapports et autres documents convenus avec la Banque.
- (c) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque lorsque des risques sont identifiés ou que des changements significatifs se produisent qui entraînent ou pourraient entraîner des retards ou des difficultés dans l'exécution du Projet.
- (d) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque dans un délai maximum de trente (30) jours suivant l'ouverture de tout processus, toute réclamation, toute demande ou action d'ordre judiciaire, arbitrale ou administrative liée au Projet et à tenir la Banque informée et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution tienne la Banque informée de la situation.

ARTICLE 5.03. Rapports d'audit financier externe et autres rapports financiers.

(a) Sauf disposition contraire dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque, les rapports d'audit financier externe et autres rapports identifiés dans les Dispositions particulières, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice fiscal du Projet pendant la Période initiale de décaissements ou ses prorogations, et dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date du dernier décaissement.

(b) En outre, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque d'autres rapports financiers, selon une forme, un contenu et une fréquence raisonnablement demandés par la Banque pendant l'exécution du Projet lorsque, de l'avis de cette dernière, l'analyse du niveau des risques fiduciaires, la complexité et la nature du Projet le justifient.

(c) Tout audit externe qui est requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières, devra être réalisé par des auditeurs externes préalablement acceptés par la Banque ou une entité suprême de contrôle préalablement acceptée par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit acceptables par la Banque. Le Bénéficiaire autorise et, selon le cas, s'engage à ce que l'Organisme d'exécution autorise, l'entité suprême de contrôle ou les auditeurs externes à fournir à la Banque les renseignements supplémentaires qu'elle pourra raisonnablement demander, en ce qui concerne les rapports d'audit financier externe.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et engager les services ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution sélectionne et engage les services, des auditeurs externes visés à l'alinéa (c) ci-dessus, conformément aux procédures et aux termes de référence convenus préalablement avec la Banque. En outre, le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le

cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse, à la Banque les informations relatives aux auditeurs indépendants engagés que celle-ci pourrait lui demander.

(e) Dans le cas où tout audit externe requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières incomberait à une entité suprême de contrôle et que celle-ci ne pourrait exécuter son travail conformément aux exigences jugées satisfaisantes par la Banque ou dans les délais, au cours de la période et à la fréquence stipulées dans le présent Accord, le Bénéficiaire ou selon le cas, l'Organisme d'exécution, sélectionnera et engagera les services d'auditeurs externes jugés acceptables par la Banque, conformément aux dispositions des alinéas (c) et (d) du présent Article.

(f) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les alinéas précédents, la Banque, à titre exceptionnel, pourra sélectionner et engager les services d'auditeurs externes pour la vérification des rapports d'audit financier prévus dans le présent Accord, lorsque : (i) considérant le résultat de l'analyse coût-avantage effectuée par la Banque, il est déterminé que les avantages que présente pour la Banque le fait de retenir lesdits services sont supérieurs aux coûts ; (ii) l'accès à des services d'audit externe est limité dans le pays ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et engage lesdits services.

(g) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, que soient réalisés d'autres types d'audit externe non financiers ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection des auditeurs et termes de référence pour les auditeurs seront établis d'un commun accord entre les Parties.

CHAPITRE VI

Suspension des décaissements et annulations partielles

ARTICLE 6.01. Suspension des décaissements. La Banque peut, par notification au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

- (a) Le retard dans le paiement des montants dus par le Bénéficiaire à la Banque au titre du remboursement des ressources du Don utilisées pour des dépenses non éligibles, ou à tout autre titre, aux termes du présent Accord ou de tout autre contrat conclu entre la Banque et le Bénéficiaire, y compris tout autre accord de don.
- (b) Le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, de toute autre obligation stipulée dans tout contrat signé avec la Banque pour financer le Projet, y compris le présent Accord, ainsi que, le cas échéant, le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution de tout contrat conclu par ces derniers pour l'exécution du Projet.

- (c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.
- (d) Lorsque, de l'avis de la Banque, l'objectif du Projet ou le Don risquent de subir une incidence négative ou lorsque l'exécution du Projet pourrait s'avérer improbable en raison de : (i) toute restriction, modification ou tout amendement de la capacité juridique, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas ; ou (ii) toute modification ou amendement apportés, sans l'accord écrit de la Banque, à toute condition remplie avant l'approbation du Don par la Banque.
- (e) Toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque : (i) rende improbable la possibilité que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, s'acquitte des obligations contractées dans le présent Accord ; ou (ii) empêche l'atteindre des objectifs de développement du Projet.
- (f) Lorsque la Banque a déterminé qu'un employé, un agent ou un représentant du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, a commis une Pratique interdite en relation avec le Projet.

ARTICLE 6.02. Annulation des montants non décaissés. La Banque pourra, au moyen d'une notification au Bénéficiaire, annuler la portion non décaissée du Don, si :

- (a) une des circonstances prévues aux alinéas (a), (b) et (c) de l'Article précédent devait se prolonger pendant plus de soixante (60) jours.
- (b) survient, et tant que persiste, une des circonstances prévues aux alinéas (d) et (e) de l'Article précédent et que le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, ne présente pas à la Banque les clarifications ou les renseignements supplémentaires que la Banque juge nécessaires.
- (c) la Banque, conformément à ses procédures de sanctions, établit que toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les cabinets de consultants et les consultants individuels, les membres du personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, les intermédiaires financiers ou l'Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et agents respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative au Projet sans que le Bénéficiaire ou, le cas échéant, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialiste en passation de marchés n'aient pris les mesures correctives appropriées (y compris l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

- (d) à tout moment, la Banque détermine qu'une passation de marché portant sur des biens, des travaux, des services autres que des services de conseil ou des services de conseil a été effectuée sans suivre les procédures indiquées dans le présent Accord. Dans ce cas, la déclaration d'annulation correspondra à la portion du Don destinée à ladite passation de marché.

ARTICLE 6.03. Dispositions non affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire définies dans le présent Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

ARTICLE 6.04. Décaissements non affectés. Nonobstant les dispositions des Articles 6.01 et 6.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque des ressources du Don : (a) qui font l'objet de la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable ; et (b) pour lesquelles la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit auprès du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, à payer directement les Dépenses éligibles au fournisseur en question ; et (c) qui sont destinées à payer la Banque, conformément aux instructions du Bénéficiaire.

CHAPITRE VII **Pratiques interdites**

ARTICLE 7.01. Pratiques interdites. (a) Outre les dispositions des Articles 6.01(f) et 6.02(c) des présentes Normes générales, si la Banque, conformément à ses procédures de sanctions, détermine que toute entreprise, entité, ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires, intermédiaires financiers ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative à l'exécution du Projet, elle pourra prendre les mesures prévues dans les procédures de sanctions de la Banque en vigueur à la date du présent Accord avec, le cas échéant, toute modification à ces dernières que la Banque pourra approuver périodiquement et qu'elle portera à la connaissance du Bénéficiaire, entre autres :

- (i) refuser de financer des contrats de passation de marchés de travaux, de biens, de recrutement de services de conseil ou services autres que les services de conseil.
- (ii) déclarer un contrat non éligible au financement de la Banque lorsqu'il existe des preuves que le représentant du Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution ou l'Organisme contractant, n'a pas pris les mesures correctives appropriées (y compris, entre autres, la notification adéquate à la Banque après avoir pris connaissance de la réalisation de ladite Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

- (iii) émettre un avertissement à l'intention de l'entreprise, de l'entité ou de l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, sous forme d'une lettre officielle de réprobation à raison de ladite conduite.
- (iv) déclarer l'entreprise, l'entité ou l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, inéligible, sur une base permanente ou provisoire, pour participer à des activités financées par la Banque, que ce soit directement en tant que fournisseur ou entrepreneur, soit indirectement, en qualité de sous-consultant, sous-traitant ou de fournisseur de biens, de services de conseil ou de services autres que les services de conseil.
- (v) imposer des amendes qui représentent pour la Banque un remboursement des coûts associés aux enquêtes et poursuites menées en raison de la Pratique interdite commise.

(b) Les dispositions des Articles 6.01(f) et 7.01(a)(i) s'appliqueront également dans les cas de suspension provisoire de l'éligibilité de l'Agent spécialisé en passation de marchés, de toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) pour participer à un appel d'offres ou autre processus de sélection pour l'attribution de nouveaux contrats en attendant que soit adoptée une décision définitive dans le cadre d'une enquête sur une Pratique interdite.

(c) L'imposition de toute mesure qui est prise par la Banque conformément aux dispositions ci-dessus sera publique, sauf dans les cas d'avertissements à caractère privé.

(d) Tout cabinet, toute entité ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) pourra être sanctionné par la Banque conformément aux dispositions des accords conclus entre la Banque et d'autres institutions financières internationales concernant la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'inéligibilité. Aux fins du présent alinéa (d), « sanction » comprend toute perte d'habilitation permanente ou provisoire, imposition de conditions pour la participation à des contrats futurs, ou adoption publique de mesures en réponse à une violation du cadre en vigueur d'une institution financière internationale applicable à la résolution des allégations de Pratiques interdites.

(e) Lorsque le Bénéficiaire passe un contrat d'acquisition de biens ou un contrat de travaux, ou de services autres que les services de conseil directement auprès d'une agence spécialisée dans le cadre d'un accord entre le Bénéficiaire et ladite agence spécialisée, toutes les dispositions visées dans le présent Accord relatives aux sanctions et Pratiques interdites s'appliquent intégralement aux candidats, soumissionnaires, fournisseurs de biens et à leurs représentants, entrepreneurs, consultants, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants,

prestataires de services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) ou toute autre entité ayant signé des contrats avec ladite agence spécialisée pour la fourniture de biens, travaux ou services autres que les services de conseil dans le cadre des activités financées par la Banque. Le Bénéficiaire s'engage à adopter, ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution adopte, si la Banque l'exige, des mesures telles que la suspension ou la résiliation du contrat correspondant. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les contrats signés avec les agences spécialisées comprennent des dispositions exigeant que lesdites agences connaissent la liste des entreprises et individus faisant l'objet d'une inéligibilité provisoire ou permanente de la part de la Banque pour participer à une passation de marché financée en totalité ou en partie par les ressources du Don. Si une agence spécialisée conclut un contrat ou un ordre d'achat avec une entreprise ou un individu déclaré inéligible sur une base provisoire ou permanente par la Banque comme indiqué dans le présent Article, la Banque ne financera pas lesdits contrats ou dépenses et aura recours à d'autres mesures qu'elle jugera appropriées.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les exonérations

ARTICLE 8.01. Exonération d'impôts. Le Bénéficiaire s'engage à ce que tout remboursement des ressources du Don prévu dans les circonstances particulières visées dans le présent Accord, ainsi que tous frais ou coûts résultant du présent Accord soient payés sans déduction ni restriction aucunes, sans application de quelque impôt, taxe, droit ou charge qui soit établi ou que pourraient établir les lois de son pays, et à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la signature, l'enregistrement et l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

ARTICLE 9.01. Modifications et dérogations contractuelles. Toute modification ou dérogation aux dispositions du présent Accord devra être convenue par écrit entre les Parties.

ARTICLE 9.02. Non renonciation aux droits. Ni le retard de la Banque dans l'exercice des droits qui lui sont conférés dans le présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation à ces droits, ni comme une acceptation tacite de faits, d'actions ou de circonstances permettant de les exercer.

ARTICLE 9.03. Extinction. (a) L'expiration de la Période de clôture mettra fin au présent Accord et à toutes les obligations en découlant, à l'exception de celles visées à l'alinéa (b) du présent Article.

(b) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus, les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre du présent Accord en matière de Pratiques interdites et autres obligations liées aux politiques opérationnelles de la Banque, resteront en vigueur jusqu'à ce que lesdites obligations aient été satisfaites à la satisfaction de la Banque.

ARTICLE 9.04. Validité. Les droits et obligations stipulées dans l'Accord sont valables et exécutoires, conformément aux termes dudit Accord, sans rapport avec la législation de pays particuliers.

ARTICLE 9.05. Divulgence d'informations. La Banque pourra divulguer le présent Accord et toute information relative audit Accord, conformément à sa politique d'accès à l'information en vigueur au moment de cette divulgation.

CHAPITRE X **Procédure d'arbitrage**

ARTICLE 10.01. Composition du tribunal. Le tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante : un membre désigné par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le « Président », par accord direct entre les Parties ou par l'intermédiaire de leurs arbitres respectifs. La voix du Président du tribunal comptera double en cas d'impasse pour toutes les décisions. Si les Parties ou les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la personne du Président, ou si l'une des Parties ne peut désigner d'arbitre, le Président sera désigné, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des Parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Président. Si l'un des arbitres désignés ou si le Président ne souhaite pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera procédé à son remplacement de la même manière que pour sa désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions que son prédécesseur.

ARTICLE 10.02. Engagement de la procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie demanderesse adressera à l'autre une notification écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation demandée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La Partie qui aura reçu cette notification devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la notification de l'engagement de la procédure d'arbitrage, les Parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Président, l'une ou l'autre des Parties pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci procède à sa désignation.

ARTICLE 10.03. Constitution du tribunal. Le tribunal arbitral sera constitué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date choisie par le Président et, une fois constitué, il se réunira aux dates que déterminera le tribunal lui-même.

ARTICLE 10.04. Procédure. (a) Le tribunal demeure particulièrement habilité à résoudre toute question relevant de sa compétence et adoptera sa propre procédure. Dans tous les cas, il devra donner aux Parties l'occasion de présenter leurs points en audience. Toutes les décisions du tribunal seront prises à la majorité des voix.

(b) Le tribunal émettra un jugement en se fondant sur les termes de l'Accord et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des Parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant d'au moins deux (2) membres du tribunal ; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Président, à moins que le tribunal ne décide que, pour des circonstances spéciales et imprévues, ce délai doit être prorogé. La sentence sera notifiée aux Parties par communication signée au moins par deux (2) membres du tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. Ladite sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 10.05. Frais. Les honoraires de chaque arbitre et les frais d'arbitrage, à l'exception des frais d'avocat et d'autres experts, qui seront couverts par les Parties qui les auront désignés, seront pris en charge par les deux Parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le tribunal sans recours possible.

ARTICLE 10.06. Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les Parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE UNIQUE

LE PROGRAMME

Amélioration de l'Accès à l'Electricité en Haïti

I. Objectifs

- 1.01** L'objectif général du Programme est d'améliorer l'accès fiable à l'électricité en Haïti afin de favoriser le développement économique et le renforcement de la gouvernance du secteur.
- 1.02** Les objectifs spécifiques du Programme sont : (i) de développer des mini-réseaux électriques décentralisés avec la participation du secteur privé ; (ii) de favoriser l'approvisionnement en électricité à partir d'énergie renouvelable (ER) dans le Parc Industriel de Caracol (PIC) ; et (iii) le renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Programme comporte les composantes suivantes :

Composante 1. Développement des mini-réseaux décentralisés avec la participation du secteur privé

- 2.02** Cette composante financera la construction des mini-réseaux avec les technologies ER dans les zones délimitées non couvertes par Electricité d'Haïti (EDH). Les réseaux seront construits et exploités par des entreprises privées par le biais de concessions à long terme. Les concessions seront accordées par l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE) aux développeurs par une procédure d'appel d'offres concurrentiel s'appuyant sur l'utilisation des ER, un tarif d'électricité abordable et compétitif pour les utilisateurs finaux et une capacité technique et financière pour attirer un financement externe. Une subvention par connexion sera offerte pour permettre au concessionnaire d'atteindre un rendement financier acceptable sur l'investissement et les opérations et d'offrir un tarif abordable. Ce tarif devrait être compétitif par rapport aux mini-réseaux actuels en Haïti pour assurer l'accessibilité financière et la croissance de la demande, tout en préservant la solidité financière essentielle pour une opération durable. L'utilisation des compteurs intelligents sera un atout pour la gestion de la demande et permettra d'éviter le vol.
- 2.03** Sur la base de la taille de la communauté et de l'emplacement où l'extension du réseau d'EDH n'est pas réalisable sur les plans économique et financier, quarante-huit (48) sites dans le pays ont été identifiés pour bénéficier de la construction de mini-réseau avec le financement du Programme. Une subvention par raccordement sera accordée au

concessionnaire pour les sites qualifiés selon un classement effectué par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) avec la Banque Mondiale.

- 2.04** Selon les ressources disponibles du Programme et les considérations visant à assurer la rentabilité et la viabilité à long terme de l'exploitation, il est également prévu que cette composante pourra financer, entre autres, une subvention similaire par connexion aux concessions dans la phase de construction au moment où le Don pour le Programme est éligible pour un décaissement, conformément aux procédures de la Banque et selon les critères d'éligibilité prévus dans le Manuel d'Opération du Programme (MOP).

Composante 2. Favoriser le fonctionnement durable du PIC

- 2.05** L'objectif de cette composante est de réduire les coûts par unité d'électricité, améliorant ainsi la compétitivité et la durabilité des industries au PIC. Cette composante financera la conception, l'approvisionnement, l'installation et la mise en service d'une centrale solaire photovoltaïque de 8 mégawatt-crête (MWc) et une de 4MWc ; en combinaison avec un stockage de batteries pour combler les fluctuations de puissance. L'exploitation et la maintenance seront effectuées par un opérateur solaire dédié pour gérer les centrales solaires et le réseau de distribution du PIC. Les coûts d'opération et de maintenance (O&M) seront couverts par le tarif payé par les clients du PIC et le concessionnaire de la centrale thermique pour le PIC (CTP) pour l'énergie consommée. La CTP, exploitée actuellement par l'Association des coopératives électriques rurales nationales (NRECA) des Etats-Unis d'Amérique au nom de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), sera transférée à la République d'Haïti et exploitée par un concessionnaire indépendant sélectionné dans le cadre d'un processus séparé d'appel d'offres international dirigé par l'ANARSE, avec la contribution de l'USAID.
- 2.06** La centrale photovoltaïque de 8MWc : (i) sera connectée au réseau interne du PIC fournissant de l'électricité basée sur les énergies renouvelables ; (ii) vendra le surplus d'énergie solaire, en fonction des besoins du concessionnaire de la CTP ; et (iii) permettra de réduire les coûts d'électricité pour le PIC en remplaçant partiellement le fioul lourd avec des ER. Un tarif industriel comprenant deux volets sera mis en œuvre : (i) un tarif solaire, reflétant principalement le coût d'O&M ; et (ii) un tarif thermique reflétant le coût du carburant.
- 2.07** La centrale photovoltaïque de 4-MWc fournira de l'électricité aux communautés voisines en dehors du PIC à travers le concessionnaire privé de la CTP.
- 2.08** Les deux (2) centrales solaires photovoltaïques auront le même opérateur solaire et un accord d'achat d'électricité avec le concessionnaire de la CTP. Le concessionnaire de la CTP sera responsable de l'O&M de la CTP, et de l'envoi d'électricité à des clients non-PIC. Il achètera toute l'énergie de la centrale photovoltaïque de 4MWc et tout surplus d'énergie utile provenant de la centrale photovoltaïque de 8MWc offerte par l'opérateur solaire. La centrale photovoltaïque de 8MWc sera connectée à la CTP et utilisée pour : (i) fournir de l'électricité au PIC à un prix compétitif unique ; (ii) avoir la priorité de distribuer de l'énergie au PIC, par rapport à la CTP ; et (iii) vendre le surplus d'énergie solaire au concessionnaire de la CTP à un prix convenu dans le cadre d'un accord d'achat d'électricité. Un tarif fixe sera mis en œuvre pour les consommateurs industriels.

Composante 3. Renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur

- 2.09** L'objectif de cette composante est de fournir un appui institutionnel au renforcement de l'ANARSE. Cette composante financera les activités qui appuient l'exécution du mandat et des responsabilités de l'ANARSE vis-à-vis des contrats de concession, ainsi que : (i) la conception de nouveaux instruments pour régler le secteur et promouvoir l'inclusion des personnes handicapées et l'égalité des sexes dans le secteur ; (ii) l'élaboration d'un manuel d'exploitation pour l'ANARSE ; (iii) l'élaboration d'un plan d'expansion de l'électricité ; et (iv) la formation du personnel de l'ANARSE axé sur les modèles financiers, la conception des systèmes photovoltaïques et éoliens et la planification des systèmes électriques.

Gestion et suivi du Programme

- 2.10** Le Programme financera : (i) une assistance à la sélection des concessionnaires de mini-réseaux et de l'opérateur solaire des deux (2) centrales solaires photovoltaïques financées dans le cadre de la composante 2 ; (ii) le renforcement de l'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF/UTE) pour l'exécution du Programme ; (iii) les audits, le suivi et l'évaluation du Programme ; et (iv) la formation technique pour le personnel local sur l'O&M des systèmes d'énergie solaire. Une approche favorable à l'égalité des sexes sera suivie pour répondre aux besoins spécifiques des femmes afin de s'assurer que les avantages d'un meilleur accès à l'énergie soient maximisés.

III. Coût du Programme et sources de financement

- 3.01** Le coût total du Programme est estimé à trente-huit millions de Dollars (38 000 000 USD) provenant du: (i) Don faisant l'objet de cet Accord, imputé aux ressources du Mécanisme de dons de la Banque pour un montant jusqu'à concurrence de trente et un millions cinq cent mille Dollars (31 500 000 USD) ; (ii) financement non remboursable de l'opération GRT/CF-17708-HA, imputé aux ressources de l'USAID administrées par la Banque, pour un montant jusqu'à concurrence de six millions cinq cent mille dollars (6 500 000 USD), dans la mesure où l'USAID met ce financement à la disposition de la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés du Programme par catégorie d'investissement et source de financement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Coût et Financement
(en US\$)

Composantes/Catégories	FINANCEMENT		
	Banque	USAID ¹	Coût Total
C1. Développement de mini-réseaux décentralisés avec la participation du secteur privé	12 545 000	-	12 545 000
C2. Favoriser le fonctionnement durable du PIC	16 500 000	6 175 000	22 675 000
C3. Renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur	1 000 000	-	1 000 000
Gestion et suivi du Programme	1 455 000	-	1 455 000
Frais administratifs de la Banque		325 000	325 000
TOTAL	31 500 000	6 500 000	38 000 000

IV. Exécution

- 4.01** Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) sera l'Organisme d'exécution du Programme, avec l'appui technique de l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Energie (ANARSE) et le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), ainsi que celui de l'Unité Technique d'Exécution du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF/UTE) pour la composante 2 du Programme.
- 4.02** Le MEF sera responsable de la gestion fiduciaire du Programme. L'ANARSE et le MTPTC, à travers sa Cellule Energie, dirigeront les aspects techniques de l'exécution du Programme, particulièrement pour les composantes 1 et 3. Les aspects techniques comprennent la préparation des documents sectoriels, des documents d'appel d'offres et de leur publication, des termes de référence, de l'approbation des permis, et la supervision et la sélection du personnel technique clé. Les responsabilités et la coordination entre les parties seront prévues dans l'accord mentionné dans la Clause 3.01 (b) des Dispositions particulières et dans le Manuel d'Opération du Programme (MOP).

¹ Conformément à l'Accord d'administration, les frais administratifs de trois cent vingt-cinq mille Dollars (325 000 USD) de la Banque seront déduits par la Banque du Don financé par l'USAID afin de couvrir les frais d'administration de la Banque.